



Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Joël VERA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Sites archéologiques Lattara à Lattes, du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier et du siège épiscopal à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de partenariat pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2019 - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2011, le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), pour le compte du laboratoire Archéologie des Sociétés Méditerranéennes de l'Unité Mixte de Recherche (UMR) 5140, est chargé de la gestion des fouilles archéologiques sur le site archéologique Lattara, situé sur la commune de Lattes, et le site archéologique du Castellàs, situé sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, tous deux propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole. Le site du siège épiscopal de Maguelone, à Villeneuve-lès-Maguelone, est venu s'ajouter à ce périmètre d'intervention en 2016.

La réalisation des campagnes archéologiques sur ces trois sites par le CNRS fait l'objet d'un partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Murviel-lès-Montpellier.

Cette convention de partenariat précise les apports de chacune des parties ainsi que les programmes de recherches archéologiques qui seront mis en œuvre en 2019, dont les principaux éléments sont définis comme suit.

Montpellier Méditerranée Métropole verse une subvention d'un montant de 71 150 € au CNRS, pour la réalisation de ces opérations de fouille selon la répartition suivante :

- 14 500 € pour le site de Lattara,
- 48 150 € pour le site du Castellàs,
- 8 500 € pour le siège épiscopal de Maguelone.

Le CNRS initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherches sur chacun des sites, en faisant appel aux équipes nécessaires.

La commune de Murviel-lès-Montpellier soutient la mise en œuvre de la fouille du site du Castellàs par une contribution en nature qui prend notamment la forme d'une mise à disposition de locaux et de matériels.

Sur le site archéologique Lattara, les recherches menées auront pour principal objectif de terminer la fouille du comblement du chenal portuaire pour atteindre la base du quai de la rive droite datée du I^{er} siècle avant notre ère et étudier son mode de conservation. En parallèle, l'exploration d'un bâtiment à vocation commerciale et de nouvelles prospections géophysiques au sud de la terrasse portuaire auront lieu.

Pour le site du Castellàs, la campagne de fouilles s'articulera autour de trois axes : l'étude de l'occupation de l'oppidum primitif de la ville haute, l'exploration d'un quartier d'habitat de la ville basse et le dégagement complet du centre monumental.

S'agissant du site de Maguelone, les fouilles porteront principalement sur le dégagement de bâtiments datant de la fin du VI^e siècle et au VII^e siècle, soit le premier siècle d'existence de l'évêché, et l'ouverture d'une nouvelle aire de fouille afin d'élargir l'approche de la topographie du siège épiscopal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CNRS et la commune de Murviel-lès-Montpellier pour la réalisation des campagnes de fouilles 2019 sur les sites archéologiques de Lattara, du Castellat et du siège épiscopal de Maguelone,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-83692-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.